Les congrégations religieuses et la société française d'un siècle à l'autre. Actes du colloque des 17-18 octobre 2003, Maison de la chimie

Paris. – Paris : Éditions Don Bosco, 2004. – 340 p.

Marianne Thivend

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1318>

DOI : 10.4000/histoire-education.1318

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 124-126

ISBN : 2-7342-1006-1

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Marianne Thivend, « *Les congrégations religieuses et la société française d'un siècle à l'autre. Actes du colloque des 17-18 octobre 2003, Maison de la chimie* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 105 | 2005, mis en ligne le 30 mars 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1318> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1318>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

Les congrégations religieuses et la société française d'un siècle à l'autre.

Actes du colloque des 17-18 octobre 2003, Maison de la chimie

Paris. – Paris : Éditions Don Bosco, 2004. – 340 p.

Marianne Thivend

RÉFÉRENCE

Les congrégations religieuses et la société française d'un siècle à l'autre. Actes du colloque des 17-18 octobre 2003, Maison de la chimie – Paris. – Paris : Éditions Don Bosco, 2004. – 340 p.

- 1 L'histoire des congrégations religieuses est l'objet d'une attention renouvelée puisque ce colloque fait suite à celui de Paris, tenu en septembre 2001, sur « les associations et la loi de 1901 » et précède celui de Lyon, tenu en juin 2003, sur le thème « Autour de la loi du 1er juillet 1901, les Congrégations hors la loi ? ». Organisé par la Conférence des Supérieurs Majeurs de France, ce colloque a réuni des historiens, des juristes, mais également des théologiens, des canonistes, des responsables de l'enseignement catholique ainsi que des membres de congrégations. Ils y interrogeaient le devenir des congrégations religieuses au lendemain des lois du 1er juillet 1901 et 7 juillet 1904 et la place de celles-ci au sein de la société française du XXe siècle. On y trouve des contributions éclairantes pour qui veut mieux saisir les tenants des lois anticongréganistes de 1901 et 1904 et en défaire l'imbroglio juridique. En revanche, sur les conséquences de ces dernières, immédiates ou à plus long terme, sur les congrégations, leurs membres et leurs activités – notamment enseignantes – au XXe siècle, le colloque apporte peu ou pas de réponses concrètes, témoignant ainsi de la rareté des recherches sur le sujet, qu'il s'agisse de l'exil des religieux et religieuses ou de leur sécularisation. De plus, l'aspect parfois hagiographique de certaines

contributions n'aide pas à saisir la réalité congréganiste du XXe siècle. La présente publication propose donc davantage un bilan des travaux déjà réalisés. De ce bilan, je n'évoquerai que les questions relatives aux activités enseignantes des congréganistes, dont le traitement est ici marginal.

- 2 Quatre parties, de taille inégale, composent l'ouvrage. La première, « Les congrégations et l'État », tente de comprendre comment la République a été amenée à voter les lois interdisant aux congrégations d'enseigner. Jean-Pierre Machelon replace « la question congréganiste dans l'histoire du droit français », qui de la Révolution à nos jours, porte la marque des comportements, tantôt hostiles, tantôt favorables, aux congrégations. Jacqueline Lalouette met en lumière l'arrière-plan des représentations anticléricales sur les congrégations. Sont reprochés aux congréganistes leurs vœux d'obéissance, de chasteté et de pauvreté. Car de ces vœux découlent des frustrations, qui entraînent à leur tour brutalité et sadisme envers les enfants dont ils ont la charge. La naissance de la légende des « rôtisseries congréganistes » (élèves punis mis sur le poêle allumé) à la fin des années 1870 est particulièrement révélatrice de la férocité des images véhiculées sur les congréganistes. Ces images largement fantasmées fondent alors l'interdiction générale d'enseigner qui leur est faite en 1904. Et l'auteur de souligner le caractère fonctionnaliste et quasi cynique des lois de 1901 et 1904 : si la République combat les congrégations comme groupements nuisibles au régime et à la Nation, elle montre moins d'empressement à interdire aux religieuses infirmières l'exercice de leur métier, tout comme elle conserve des sœurs enseignantes dans des écoles publiques au-delà de la Première Guerre mondiale. Les considérations pratiques (les sœurs sont nombreuses et moins rémunérées que les laïques) l'emportent là sur les motivations idéologiques.
- 3 La seconde partie, intitulée « Face à la proscription », s'attache à décrire les diverses attitudes des religieuses et religieux placés face au « délit de congrégation ». Comme le souligne Jean-Marie Mayeur, les lois de 1901-1904 ne provoquent ni exil général ni disparition. Mais si les congrégations survivent aux lois, les conditions de cette survie, et ses conséquences sur la reconstitution d'un réseau d'écoles privées catholiques, demeurent encore mal connues. Si André Lanfrey insiste sur la situation difficile des frères sécularisés, souvent en butte avec leurs supérieurs qui ne les soutiennent pas, comme avec les comités des écoles catholiques qui les avaient embauchés, on ne sait toujours rien des modalités concrètes de leur action dans la mise en place et le développement du nouvel enseignement libre au XXe siècle. Ainsi, l'histoire de la place, sans doute essentielle, des frères et des sœurs sécularisés dans le nouvel enseignement libre qui se développe après 1904 reste à faire¹.
- 4 Les troisième et quatrième parties, qui envisagent l'histoire des congrégations au XXe siècle n'apportent pas d'éclairage concret sur ce point précis. La contribution de Jacques Prévotat permet cependant de tisser la trame chronologique de la progressive « réintégration » des congrégations au XXe siècle dans le système scolaire, de l'Union sacrée (suspension de l'application des lois anticongréganistes dès août 1914) à Vichy (lois du 3 septembre 1940 et 8 avril 1942 qui suppriment le « délit de congrégation »). Du colloque, l'historien de l'enseignement retiendra donc surtout la nécessité d'entreprendre une histoire des enseignants et enseignantes congréganistes du XXe siècle et de leurs écoles.

NOTES

1. L'ouvrage d'André Lanfrey : *Sécularisation, séparation et guerre scolaire. Les catholiques français et l'école (1901-1914)*, Le Cerf, 2003, peut d'ailleurs servir de point de départ.

AUTEUR

MARIANNE THIVEND